

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 29/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FAIVRE RAMPANT CARRIERES**

Le Bas de la Chaux  
25500 Les Fins

Références : UID257090/SPR/YR/2024-2507B  
Code AIOT : 0005901530

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement FAIVRE RAMPANT CARRIERES implanté Lieux-dits Le Goussot Percerots et Pâturage Neuve 25500 LES FINS. L'inspection a été annoncée le 12/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAIVRE RAMPANT CARRIERES
- Lieux-dits Le Goussot Percerots et Pâturage Neuve 25500 LES FINS
- Code AIOT : 0005901530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaire.

L'autorisation d'exploitation de la carrière a été renouvelé par arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 pour une durée de 30 ans.

L'installation de traitement des matériaux (concassage, criblage) est autorisée par arrêté préfectoral du 2 juin 1986, cet arrêté autorise également une installation de lavage des matériaux.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Périmètre de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 6	Demande d'action corrective	5 mois
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 14.1 et 14.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Stockage des produits destinés à la vente	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 21	Demande d'action corrective	5 mois
12	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 29	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 02/06/1986, article 1.1	Sans objet
2	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 4	Sans objet
3	Mesures de protection du milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 5	Sans objet
6	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 19	Sans objet
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 23 et 24	Sans objet
9	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 25.1	Sans objet
10	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 26.3	Sans objet
11	Suivi des	Arrêté Ministériel du 22/09/1994,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	retombées de poussières	article 19.6 et 19.7	
13	Remblayage partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 34	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté plusieurs non-conformités :

- l'exploitant n'a pas déclaré les modifications apportées à l'installation avant leur réalisation à savoir la modification du périmètre d'exploitation pour le stockage de matériaux et de matériels liés à la carrière, l'installation de traitement des matériaux n'a pas été déplacée à la cote la plus basse. L'exploitant doit déclarer ses modifications comme demandé dans le courrier du 17 juillet 2024.
- l'exploitant doit également transmettre le justificatif de renouvellement des garanties financières dans les plus bref délais.

L'exploitant doit également pour sa prochaine déclaration GEREPR déclarer la quantité extraite en plus de la quantité commercialisable et il doit ajouter un point de mesure des retombées de poussières en limite Nord de l'ISDI.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installation de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/1986, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature des installations classées – Rubrique 2515 ; 4734
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 1.1 : M. Gérard FAIVRE RAMPANT, Entrepreneur de Travaux publics à FOURNETS-LUISANS, 25390 ORCHAMPS VENNES, est autorisé, sous la réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des Installations classées précisées ci-après, sur le territoire des communes de :</p> <p>LES FINS, Lieu-dit « Le Goussot », parcelles cadastrées section A n°11 et n°10,</p> <p>FOURNETS LUISANS, Lieu-dit « Percerots et Pâturage neuve » parcelles cadastrées section D n°181 et 231.</p> <p>Activité soumise au régime de l'autorisation</p> <p>Rubrique n°89 bis 1° :</p> <p>Installation de concassage et criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels : la capacité annuelle de traitement étant de 200 000 tonnes.</p> <p>Activité soumise au régime de la déclaration</p> <p>Rubrique n° 253 C</p> <p>Dépôt de liquides inflammables de la 2e catégorie - 55 m³</p> <p>2.1 L'installation, objet de la présente autorisation, a pour activité principale le concassage, le</p>

criblage et le lavage de matériaux calcaires extraits à l'aide d'explosifs au cours de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert située sur le même site.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de traitement et de lavage des matériaux a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 2 juin 1986, cet arrêté n'a pas été modifié lors du renouvellement de l'autorisation de la carrière en date du 28 juillet 2004.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 26 avril 2024, un dossier de porter à connaissance pour la mise en place d'une nouvelle installation de lavage de matériaux sur la carrière. La puissance des installations classées sous la rubrique 2515 (ex rubrique 89 bis 1°) va être portée à 2 900 kW contre 2 360 kW actuellement.</p> <p>Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments en date du 17 juillet 2024.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que les travaux pour la mise en place de la nouvelle installation de lavage de matériaux avait débuté. L'exploitant a indiqué que les premiers essais pour la mise en service de cette installation devraient être réalisés en septembre 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Niveaux de Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveaux de production
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La quantité annuelle autorisée à extraire est de 500 000 tonnes.</p> <p>La quantité totale autorisée à extraire est de 7 200 000 m<sup>3</sup> environ comprenant de l'ordre 1 100 000 m<sup>3</sup> de de stérile et 20 000 m<sup>3</sup> de terre végétale (la densité des matériaux commercialisables est sensiblement de 2,4).</p> <p>La production pourra atteindre 600 000 t/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant une moyenne de 500 000 t/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 17 ci-après.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare régulièrement les quantités commercialisées sous l'application GEREP. Il est toutefois rappelé que ces déclarations doivent être réalisées avant le 31 mars.</p> <p>Les quantités déclarées dans GEREP sont inférieures à la quantité annuelle de 500 000 tonnes.</p> <p>L'exploitant ne déclare dans GEREP que les quantités commercialisées (partie intitulée TP4 dans GEREP) et ne déclare pas les quantités extraites (partie intitulée TP1 dans GEREP), ce point avait déjà été mentionné lors de la dernière inspection du 12/07/2023. L'exploitant a indiqué qu'il rencontrait des difficultés pour déclarer à la fois les quantités extraites et commercialisables.</p> <p><b>Demande de compléments :</b> Pour sa prochaine déclaration dans GEREP des quantités qu'il aura extrait au cours de l'année 2024, l'exploitant devra déclarer à la fois les quantités extraites et les</p>

quantités commercialisées. L'exploitant pourra prendre l'attache de l'inspection pour l'aider dans cette démarche.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Mesures de protection du milieu naturel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de protection du milieu naturel

**Prescription contrôlée :**

Le site de la carrière porte sur une superficie de 30 ha 4 a 55 ca dont 19 ha d'extension (23 ha sont concernés par l'extraction dont 10 ont déjà été exploités sur 2 niveaux de 15 m de hauteur).

Les mesures de protection du milieu naturel et du paysage sont les suivantes (figure 9 ci-annexée) :

- conservation des haies, éléments arborés et arbustifs sur le délaissé périphérique au Nord-Est et Sud-Est
- terrassement d'un merlon de section trapézoïdale (base de 4 m de largeur, hauteur de 1,5 m, replat sommital de 2 m) avec semis herbacé pratiqué à la volée et plantations sur plusieurs rangées d'arbres à feuilles persistantes (sapins ou épicéas), arbustes hauts et arbustes bas en limite Sud-Ouest de la carrière (longueur : 300 m) à réaliser dans un délai de 18 mois à compter de la signature du présent arrêté.

**Constats :**

Il a été constaté que le périmètre de la carrière avait évolué (voir point suivant), il a été demandé à l'exploitant par courrier daté du 17 juillet 2024 de réévaluer la superficie de la carrière.

Lors de la dernière inspection, il avait été constaté qu'il y avait très peu d'arbres et arbustes sur le merlon situé en limite Sud-Ouest de la carrière. Il a été constaté que de nouvelles plantations avaient été réalisées sur ce merlon, l'exploitant a indiqué quelles avaient été réalisées à la fin de l'année 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Périmètre de l'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 6

**Thème(s) :** Situation administrative, Périmètre de l'autorisation

**Prescription contrôlée :**

Les limites de la carrière sont celles définies sur le plan cadastral (figure B à l'échelle 1/2500) annexé à la demande susvisée, dont une copie est jointe au présent arrêté. L'extraction proprement dite ne concernera que 23 ha environ.

La référence cadastrales des terrains concernés par la présente autorisation est la suivante :

commune de FOURNETS LUISANS, section D, parcelles (ou partie) 181, 231, 198, 199, 204

commune de LES FINS, section A, parcelles (ou partie) 10, 11, 273 a, 19, 17, 18, 20

**Constats :**

Lors de la dernière inspection, il avait été constaté que le périmètre de la carrière avait évolué. Des activités connexes à la carrière sont réalisées en dehors du périmètre de la carrière. En particulier, une activité de stockage de matériaux extraits est réalisée sur la parcelle A9 de la commune des Fins, une activité de stockage de matériel lié à la carrière est réalisée sur les parcelles D272 et 273 de la commune de Fournets Luisans, les parcelles A567 et 569 sur la commune des Fins ont été retirées du périmètre d'autorisation.

Il avait été demandé à l'exploitant de déclarer cette modification du périmètre d'exploitation et de s'assurer de la compatibilité avec les PLU des communes des Fins et de Fournets Luisans pour les nouvelles parcelles.

**Non-conformité :** L'exploitant n'a pas transmis cette déclaration de modification, mais il a indiqué avoir débuté les démarches pour la mise en compatible de ces nouvelles parcelles avec les PLU des deux communes, les parcelles D272 et 273 sur la commune de Fournets Luisans étant actuellement en zone Nf du PLU ne permettant pas actuellement d'activité en lien avec la carrière. L'exploitant a également indiqué qu'un PLUi était en cours d'élaboration.

Suite au dépôt du dossier pour l'implantation de la nouvelle installation de lavage des matériaux, il a été constaté que le périmètre de la carrière présentait également d'autres évolutions avec le périmètre initialement autorisé.

Il a été demandé à l'exploitant, par courrier transmis le 17 juillet 2024, de déclarer l'ensemble de ces modifications **sous un délai de 5 mois** conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 mois

#### N° 5 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 14.1 et 14.2

**Thème(s) :** Autre, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

Art 14.1 : L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 31 et suivants du présent arrêté.

Le montant des garanties financières devant être constituées dans ce cadre doit être au moins égal à :

[...]

- pour la quatrième période d'exploitation de 5 ans : 266 800 € TTC

- pour la cinquième période d'exploitation de 5 ans : 271 300 € TTC [...]

Art 14.2 : L'exploitant doit adresser au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois avant leur échéance.

**Constats :**

Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 328 908 Euros. La caution prend effet le 30 juillet 2019 et se termine le 31 juillet 2024.

**Non-conformité :** l'exploitant n'a pas transmis le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois avant leur échéance.

L'exploitant a toutefois justifié qu'il avait entrepris les démarches pour le renouvellement de ces garanties financières auprès d'un organisme bancaire. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le document justifiant du renouvellement des garanties dans les plus brefs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

##### **Prescription contrôlée :**

Art 19.1 : En fin d'exploitation le site présentera les caractéristiques suivantes :

L'épaisseur d'extraction maximale ne doit pas dépasser 60 mètres du côté du terrain naturel le plus élevé (Nord et Nord-Est) en 4 gradins de hauteur unitaire maximale de 15 m, séparés par des banquettes sensiblement horizontales de 8 m de largeur.

La zone Ouest (ancienne carrière) ne sera pas exploitée. Elle servira de lieu de dépôt de matériaux inertes d'apport extérieur. La limite ancienne carrière non exploitée et extension à l'Est sera constituée de 2 gradins de 15 m de haut séparés par des banquettes sensiblement horizontales de 8 m de largeur.

La zone Sud comportera 3 gradins de 15 m de hauteur unitaire maximale séparés de banquettes sensiblement horizontales de 8 m de largeur.

Art 19.2 : L'extraction des matériaux se déroulera en six phases principales de 5 ans selon le plan de phasage de l'extraction et coupe ci-joint (figures C à l'échelle du 1/2500 et C bis au 1/5000).

Art 19.3 : La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en légère pente montante de 3 % du Sud-Est au Nord-Ouest variera de 928-930 mètres NGF à 950-952 m.

Art 19.4 : Des banquettes sensiblement horizontales d'une largeur d'environ 8 m doit être aménagée en séparation des gradins ; cette largeur sera maintenue jusqu'en fin d'exploitation.

Art 19.5 : Les banquettes ainsi constituées doivent progresser avec les fronts d'abattage et être conservées durant toute la durée de l'exploitation de la carrière.

Art 19.6 : Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites sur lesquelles porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

##### **Constats :**

La cote minimale de 930 m NGF a été atteinte dans la partie Sud Est de la carrière. La cote minimale dans la partie Nord Ouest n'a pas encore été atteinte.



Il a été constaté que l'extraction de matériaux était actuellement principalement réalisée dans la partie Sud Est de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Stockage des produits destinés à la vente**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des produits destinés à la vente
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les produits finis seront stockés à l'intérieur du périmètre autorisé à côté des installations de broyage - concassage.
<b>Constats :</b>  <b>Non-conformité :</b> Il a été constaté que des stocks de produits finis étaient toujours situés en dehors du périmètre autorisé, parcelle A9 sur la commune des Fins. L'exploitant a indiqué qu'il ne stockait plus de nouveaux matériaux sur cette parcelle et que le stock actuel était évacué en fonction de la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 8 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 23 et 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 23 : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> Art 24 : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, sa dernière mise à jour est daté du 15 décembre 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prélèvement d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 25.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25.1 de l'arrêté du 28 juillet 2004 Il n'y a pas de prélèvement d'eau sur la carrière.</p> <p>Art 3.1 de l'arrêté du 2 juin 1986 [...] L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion de matériel ou de réfection des installations, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>Art 3.2.3 de l'arrêté du 2 juin 1986 Tout rejet d'eau industrielle est interdit.</p> <p>Art 3.2.4 de l'arrêté du 2 juin 1986 Les eaux de lavage de la centrale transiteront dans des bassins de décantation et seront recyclées en totalité après sédimentation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La carrière est alimentée en eau par le réseau AEP. L'eau est principalement utilisée pour l'installation de lavage des matériaux.</p> <p>L'exploitant a déclaré une consommation d'eau de 2652 m<sup>3</sup> pour l'année 2023.</p> <p>Il a été constaté qu'un bassin de récupération d'eaux pluviales était en cours de construction. Ce bassin d'un volume d'environ 10 000 m<sup>3</sup> permettra l'alimentation en eau de la nouvelle installation de lavage. Ce bassin devrait permettre de diminuer la consommation d'eau à partir du réseau AEP.</p> <p>La nouvelle installation de lavage prévoit que les eaux de lavage seront entièrement recyclées et réutilisées dans l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 26.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant</p>

des engins de chantier, entretiens - vidange - petites réparations des engins -aires de stationnement, ...) doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 26.2. ci-dessus.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les engins de chantier étaient stationnés en dehors des heures de fonctionnement de la carrière soit sur l'aire étanche, soit sous abri dans un bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Suivi des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 19.6 : Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.  Art 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan de surveillance des émissions de poussières. Le plan comporte 4 points de mesures : un point en limite de propriété situé au Sud de l'ISDI voisine, un point témoin et deux points au niveau des habitations les plus proches. Le plan de surveillance est commun à la

carrière et à l'ISDI voisine.

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé d'ajouter un point de mesure supplémentaire au Nord de l'ISDI. L'exploitant a indiqué que ce point supplémentaire serait ajouté pour les mesures qui seront réalisées en 2024.

Il avait également été demandé que le rapport de suivi des mesures soit complété avec les seuils fixés par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatifs aux prescriptions applicables aux ISDI. Le rapport des mesures réalisées en 2023 n'a pas été complété avec les seuils applicables aux ISDI.

Pour l'année 2023, les mesures de retombées de poussières ont été réalisées en juillet et en novembre. Les mesures réalisées en 2023 au niveau des habitations les plus proches respectent le seuil de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour. La retombée maximale observée est de 428 mg/m<sup>2</sup>/jour au niveau de l'habitation située au Sud de la carrière pour la mesure réalisée en novembre et de 57 mg/m<sup>2</sup>/jour pour l'habitation située à l'Est de la carrière pour la mesure réalisée en juillet.

La retombée maximale des émissions de poussières observée est de 693 mg/m<sup>2</sup>/jour pour le point situé au Sud de l'ISDI voisine. Pour rappel, ce niveau de poussière est supérieur au seuil de 200 mg/m<sup>2</sup>/jour fixé par l'article 25 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatifs aux prescriptions applicables aux ISDI.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Surveillance des niveaux de vibration

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vibration

**Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

[...]

Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, puis à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées par campagnes périodiques.

Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :

- l'origine de ces dépassements,
- les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.

Pour chaque tir de mines, la charge unitaire instantanée ne doit pas dépasser 156 kg.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les derniers plans de tir réalisés. La dernière mesure de vibration a été réalisée pour le tir de mines du 20 mars 2024. Ce tir de mines a été réalisé dans la partie Est de la carrière.

**Non-conformité :** La mesure de vibration a été réalisée au niveau d'un bâtiment « loge raichotte »

situé à une distance de 150 m du tir de mines, l'exploitant a indiqué que ce bâtiment ne possédait pas de fondation en dur. La vitesse maximale des vibrations était de 10,58 mm/s pour ce tir de mines.

**Demande de compléments :** Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une mesure de vibration, pour le prochain tir de mines réalisé dans la partie Est de la carrière, au niveau des premières constructions de la zone d'activité des Fins. L'exploitant transmettra le plan de tir et les résultats de cette mesure de vibration à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 13 : Remblayage partiel de la carrière

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 34

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

Art 33.2 : Les principales modalités sont les suivantes :

- les dépôts de matériaux inertes provenant de l'extérieur (de l'ordre de 100 000 t/an) [...]

Art 34.1. : Le dépôt de matériaux inertes (talutage de certains fronts et comblement partiel de l'excavation) ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Art 34.2. : Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Art 34.3. : L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités pesées, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Art 34.4. : Les matériaux autorisés sont des matériaux solides et inertes tels que déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition ou de carrières, constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux.

La terre végétale sera stockée à part et devra recouvrir les dépôts avant plantation.

Art 34.5. : Les matériaux interdits sont les matériaux non inertes et en particulier les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc) ainsi que les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit.

Le site ne peut accepter de déchets provenant d'une installation classée pour la protection de l'environnement autre qu'une carrière, et de lieux potentiellement pollués. Tout dépôt de déchets à base d'amiante est strictement interdit sur le site.

Les déchets en provenance des pays étrangers sont interdits.

Une liste des matériaux admissibles pour la mise en remblai et ceux qui sont interdits sera affichée en permanence à l'attention du préposé au contrôle et à la pesée des véhicules.

Art 34.6. : L'exploitant doit vérifier que les déblais venant de l'extérieur ne contiennent pas de

déchets interdits ; avant enfouissement, ils doivent subir sur site un examen visuel et olfactif ainsi qu'un tri qui permettent de déceler des éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles, etc) par déchargement des camions sur une aire étanche ; cette aire sera entourée par un caniveau relié à un point bas également étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ; ces eaux devront transiter par un décanteur - deshuileur, équipé d'un obturateur automatique, avant leur rejet qui devra respecter les normes de l'article 26.2 ; la prise d'échantillon devra être possible ; une benne pour la récupération des refus est à mettre en place. Cette aire et ses aménagements seront réalisés dès l'arrivée des premiers matériaux inertes en provenance de l'extérieur du site.

Art 34.7 : En cas de chargement pollué ou douteux, le camion sera refusé. Si après déchargement sur l'aire étanche, les matériaux ne sont pas acceptables ou s'il y a doute, ils seront immédiatement rechargés dans le véhicule resté en attente.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué que les déchets inertes étaient actuellement tous envoyés dans l'ISDI voisine. Des déchets inertes ont été mis en remblai dans la carrière à la fin de l'année 2023 avant le renouvellement de l'enregistrement de l'ISDI voisine par arrêté du 24/10/2023.

Le suivi des apports de déchets inertes est réalisé en commun pour les déchets envoyés dans l'ISDI ou dans la carrière. Le suivi permet de distinguer les déchets envoyés dans la carrière de ceux envoyés dans l'ISDI.

Dans son dossier pour la mise en place de la nouvelle installation de lavage de matériaux, l'exploitant a prévu une réduction de la quantité de déchets inertes apportés dans la carrière en indiquant que les déchets inertes qui ne seront pas utilisés pour le remblaiement de la carrière, seront intégrés à l'ISDI voisine.

Par courrier daté du 17 juillet 2024, l'exploitant a été informé que ce point n'apparaît pas compatible avec le PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets).

En effet le document B - Planification du PRPGD indique au chapitre 8.5 : « Les déchets inertes n'ayant pas été réemployés, réutilisés ou recyclés peuvent :

- soit être envoyés vers des carrières pour concourir à la remise en état du site des sites sous le statut ICPE « carrières », et il peut alors s'agir de valorisation en fonction des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

- soit être envoyés vers des installations de stockage de déchets inertes (ISDI) : il s'agit alors d'élimination.

Conformément à la hiérarchie des modes de traitement, le plan recommande de privilégier la valorisation à l'élimination et donc le réaménagement de carrières à l'élimination en ISDI pour les excédents qui ne peuvent pas être recyclés dans les chantiers. »

Il a été rappelé à l'exploitant que la demande de modification du remblaiement de la carrière doit être compatible avec le PRPGD et qu'il devait justifier que les volumes de déchets inertes qu'il est prévu de stocker dans l'ISDI voisine ne peuvent pas être utilisés pour le remblaiement de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite